

# L'insertion économique internationale du continent africain

## Africa in the World Economy : Stages and Levels of Development

Luc Joël Grégoire

Volume 22, numéro 2, 1991

Afrique : la déconnexion par défaut

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702839ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702839ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Grégoire, L. J. (1991). L'insertion économique internationale du continent africain. *Études internationales*, 22(2), 279–285. <https://doi.org/10.7202/702839ar>

Résumé de l'article

With a GDP of 355 million dollars, *i.e.* 4 % of the world GDP, the African continent is economically the least developed region. During the 1980s Africa underwent economic and social decline combined with worsening external and internal financial imbalances. The Maghreb, southern Africa, and Nigeria constitute nonetheless areas that have a relatively high level of development with much potential.

# L'insertion économique internationale de l'Afrique

Luc Joël GRÉGOIRE\*

## **ABSTRACT** — *Africa in the World Economy: Stages and Levels of Development*

*With a GDP of 355 million dollars, i.e. 4 % of the world GDP, the African continent is economically the least developed region. During the 1980s Africa underwent economic and social decline combined with worsening external and internal financial imbalances. The Maghreb, southern Africa, and Nigeria constitute nonetheless areas that have a relatively high level of development with much potential.*

L'insertion de l'Afrique dans le système international a fortement évolué depuis le début des années quatre-vingt. Il y a une quinzaine d'années, ce continent semblait sur le point de conquérir une place de choix sur l'échiquier international. Trois séries de facteurs avaient conféré à l'Afrique un poids plus grand sur le plan mondial. En premier lieu, le potentiel économique de la région était perçu essentiellement en termes de dotation en ressources naturelles, à une époque où l'approvisionnement en ressources minières et énergétiques était une donnée primordiale de l'échange international. En second lieu, la compétition diplomatico-stratégique des grandes puissances sur le continent offrait aux États nouvellement indépendants la possibilité de s'insérer dans des réseaux idéologiques et politiques, jusque-là inexplorés. Enfin, l'Afrique avait accès à des ressources financières internationales significatives, soit par le biais du recyclage par les Banques commerciales des excédents pétroliers, soit en raison de l'accroissement sensible de l'aide publique au développement.

Au fil des années, les principaux facteurs censés valoriser l'Afrique sur le plan stratégique se sont très sérieusement érodés. La réduction sensible du coût de l'énergie et la baisse de la consommation des ressources primaires par le jeu des économies d'énergie, de la récession et de la substitution sont autant d'éléments qui ont réduit le caractère stratégique et donc rémunérateur des matières premières africaines.

En outre, la réduction de la compétition soviéto-américaine dans cette partie du monde a eu pour effet de restreindre politiquement le rôle de l'Afrique sur la scène internationale. Depuis le début des années 80, l'Afrique s'est progressivement enlisée dans une crise économique et

---

\* Économiste, associé au CEAN, Bordeaux-Talence, France.

*Revue Études internationales*, volume XXII, n° 2, juin 1991

financière grave. Face à cette situation, la réponse des acteurs internationaux est restée très limitée, ce qui est un signe manifeste de la marginalisation accélérée de l'Afrique. Placée sur une courbe de stagnation à long terme de la productivité, l'Afrique connaît un blocage interne de l'accumulation et une grande vulnérabilité externe conduisant à de fortes instabilités à court terme. À cette fragilité, se sont ajoutés des dysfonctionnements « locaux » tels les conflits militaires, des conditions climatiques défavorables, et les chocs internationaux liés au surendettement et à la détérioration des termes de l'échange.

## **I – La marginalisation économique de l'Afrique**

Le continent africain, qui regroupe une population de 580 millions d'habitants, soit 14 % de la population mondiale, pour 51 États, est la région la moins développée économiquement au monde. Avec un produit intérieur de 355 millions de dollars, soit 4 % du PIB mondial, un revenu moyen par habitant de 610 dollars en 1990, des exportations guère supérieures en moyenne à 75 milliards de dollars, soit 1,9 % des exportations mondiales et une valeur ajoutée industrielle inférieure à 1 % de celle des pays de l'OCDE, l'Afrique est un contributeur marginal au Produit de l'économie mondiale. Ceci vaut également dans l'analyse du positionnement de l'Afrique dans la compétition internationale que se livre le monde en développement. L'Afrique est, prise dans son ensemble, la zone qui dégage le moins d'excédents extérieurs et attire aujourd'hui le moins de financements non créateurs de dettes; c'est également la zone la plus endettée et la moins solvable des marchés du Sud.

Au cours de la décennie 80, l'Afrique a subi corrélativement une régression des indicateurs économiques et sociaux et une progression des déséquilibres financiers internes et extérieurs. Cette situation a accéléré le processus de marginalisation de l'Afrique dans la mesure où l'essentiel des ressources des États repose sur les relations économiques et financières internationales. L'instabilité internationale a accru l'insécurité des décideurs économiques (investisseurs, exportateurs, banquiers) et généralisé leur perception négative des risques encourus sur la zone Afrique. Les effets de la baisse des termes de l'échange et, surtout, de leur forte fluctuation depuis 1973, ont aggravé les déséquilibres sectoriels de l'Afrique – notamment la stagnation de la production agricole par habitant et la forte désindustrialisation observée depuis 1985 – et compromis des effets de consolidation des équilibres financiers.

La spécialisation internationale de l'Afrique a pu être qualifiée de régressive car son commerce extérieur reste concentré à 85 % en moyenne sur des produits primaires dont les quantités demandées dans le monde baissent et dont les prix eux-mêmes chutent. À l'inverse, l'Afrique a accru sa dépendance pour l'acquisition des biens d'équipement et manufacturés, voire sa vulnérabilité lorsque l'ajustement a réduit de manière drastique les programmes d'investissement publics. Y compris lorsqu'il s'agit de ses

secteurs forts, l'Afrique – et notamment l'Afrique subsaharienne – a, en l'espace de 20 ans, perdu des parts de marché dans le commerce mondial de produits tels que le cacao, l'arachide, l'huile de palme et les palmistes, le caoutchouc, la banane, l'ananas, etc... Cette détérioration sensible de la compétitivité de l'Afrique remonte au début des années 1985-86. Les coûts des facteurs de production ont, dans l'ensemble, progressé plus rapidement que ceux des zones concurrentes d'Asie et d'Amérique latine, alors même que la productivité ne s'est pas accrue. Le coût de la main-d'œuvre apparaît relativement élevé sur le continent, comparé à celui de l'Asie. Le coût des autres facteurs de production (eau, électricité-énergie, transports) est souvent prohibitif. Le coût du crédit est sensiblement supérieur (exception faite du financement concessionnel) car le volume des opérations est faible et les risques sont élevés. Enfin, les coûts de fonctionnement des entreprises et de la fonction publique sont exorbitants si l'on y inclut la faiblesse des tissus industriels ou manufacturiers, le niveau technique bas et les volumes de la contrebande. À ceci s'ajoutent souvent la surévaluation des taux de change et les retards d'ajustement.<sup>1</sup>

### Les principaux indicateurs économiques par zone géographique

|  | Afrique | Amérique Latine<br>(Caraïbes incluses) | Asie-Océanie<br>(Chine exclue) | Proche et<br>Moyen-Orient |
|--|---------|--|--------------------------------|---------------------------|
| Population (en millions d'hab.)              | 580     | 432                                    | 1 510                          | 140                       |
| Produit national brut<br>(en millions de \$) | 355     | 799                                    | 649                            | 329                       |
| Revenu moyen par habitant<br>(en \$)         | 610     | 1 850                                  | 430                            | 2 350                     |
| Commerce extérieur                           |         |  |                                |                           |
| • Exportations                               | 75      | 111                                    | 435                            | 118                       |
| • Importations                               | 69      | 86                                     | 437                            | 101                       |
| (en millions de \$)                          |         |  |                                |                           |
| Comptes extérieurs                           |         |  |                                |                           |
| • Solde commercial                           | + 6,0   | + 25,0                                 | - 2,0                          | + 17,0                    |
| • Solde courant                              | - 19,0  | - 7,0                                  | + 1,5                          | + 3,0                     |
| (en millions de \$)                          |         |  |                                |                           |
| Endettement                                  |         |  |                                |                           |
| • Dette extérieure<br>(en milliards de \$)   | 245     | 418                                    | 349                            | 177                       |
| • Dette PIB (%)                              | 69,0    | 52,3                                   | 53,7                           | 53,8                      |
| • Dette par habitant (en \$)                 | 422     | 976                                    | 231                            | 1 264                     |

Sources : IMF, *World Economic Outlook*, Washington, 1990; WORLD BANK, *World Debt Tables*, Washington, 1990.

1. Luc J. GRÉGOIRE, *Les difficultés récentes de la Zone Franc et l'opportunité d'une dévaluation du franc CFA in l'Année Africaine 1987-88*. Bordeaux, Ed. Pédone-CREPAO, 1989, pp. 39-89.

## II - L'impact de la crise économique et financière

Au cours des années 80, l'Afrique est entrée dans une crise économique profonde accompagnée, chose plus grave, d'une régression sensible de principaux indicateurs sanitaires, éducatifs et plus généralement sociaux. C'est l'Afrique subsaharienne qui paie le plus lourd tribut dans cette dérive ainsi que le souligne le tableau ci-après.

Après avoir été supérieure à la croissance démographique durant la période 1965-1980, la croissance réelle du produit intérieur brut s'est effondrée au début des années 80 (1,0 % en moyenne sur la période 1980-89) malgré une légère reprise en 1986-89. Globalement cela signifie que le revenu par habitant a stagné entre 1973 et 1980 et qu'il a régressé de 2,1 % au cours de la décennie 80. Ces chiffres masquent d'ailleurs une réalité plus sombre pour les pays à faible revenu de l'Afrique dont 7 sur 20 ont enregistré une croissance absolue négative sur cette période.

### L'évolution économique et financière de l'Afrique subsaharienne (1965-1989)

|   | 1965-1973 | 1973-1980 | 1980-1989 |
|---|-----------|-----------|-----------|
| Taux de croissance du PIB (en %)            | 5,9       | 3,1       | 1,0       |
| Croissance démographique moyenne (en %)     | 2,4       | 3,0       | 3,1       |
| Croissance du PIB réel/hab. (en %)          | 3,5       | 0,1       | - 2,1     |
| Croissance sectorielle (moyenne annuelle)   |           |           |           |
| • Agriculture                               | 2,6       | 1,9       | 2,5       |
| • Industrie                                 | 10,0      | 8,1       | 0,7       |
| • Exportations                              | 8,2       | 1,8       | 2,2       |
| • Importations                              | 6,5       | 7,3       | 5,8       |
| Épargne intérieure brute (en % du PIB)      | 15,3      | 17,9      | 12,5      |
| Investissement intérieur brut (en % du PIB) |           |           |           |
| • Pays de faible revenu                     | 14,0      | 15,0      | 12,5      |
| • Pays intermédiaires                       | 16,5      | 20,5      | 15,0      |

Les structures productives agricoles et industrielles ont également connu, dans l'ensemble, des évolutions peu favorables. La crise de l'agriculture s'est manifestée de façon spectaculaire par l'aggravation sur une longue période (1970-1984) de la dépendance alimentaire de l'Afrique subsaharienne. Cette tendance s'est inversée récemment suite à la mise en œuvre des premiers programmes d'ajustement structurel et du fait de conditions climatiques plus satisfaisantes. La production alimentaire par habitant a connu globalement une nette reprise à partir de 1985-1986. Les secteurs industriels en Afrique subsaharienne, Afrique du Sud non comprise, sont encore embryonnaires (industries d'import-substitution rudimentaires, industries légères de consommation et quelques entreprises de valorisation des productions locales), peu rentables et faiblement compétitifs. Ainsi, pour l'Afrique de l'Ouest, la part de l'industrie dans la formation du PNB des 16 États de la CEDEAO ne dépasse guère 20 %. Le secteur industriel du continent africain fournit moins de 10 % de ses besoins en produits manufacturés et enregistre, depuis 1987, une régression de son activité du fait de la contraction des programmes d'investissements publics.

Les taux d'épargne et d'investissement ont très fortement diminué entre 1982 et 1989. L'épargne intérieure brute s'est réduite sensiblement passant de 17,9 % du PIB en 1973-80 à 12,5 % sur la période 1980-89. Le taux d'investissement qui s'était inscrit au-dessus du seuil de 15 % (20,5 % pour les pays intermédiaires) durant la décennie soixante-dix est tombé à un niveau inférieur à celui enregistré entre 1965 et 1973. Le secteur privé, peu développé et largement (à l'exception des petites et moyennes entreprises) sous contrôle étranger, se heurte à une multitude de facteurs défavorables tels que l'insuffisance des infrastructures, l'étroitesse et l'instabilité des marchés en disparition des cadres législatifs et des carences de la gestion...). En outre, on observe un désengagement réel des investisseurs privés internationaux de l'ordre de 20 % sur la période 1985-1990. Les entreprises publiques se trouvent dans une situation encore plus difficile alors qu'elles représentent plus du quart de l'investissement et de l'accès au crédit. Plus des deux tiers d'entre elles enregistrent, par ailleurs, des résultats financiers négatifs et sont en voie de réhabilitation ou de démantèlement. Les projets de privatisation ou de conversion de créances en investissements (*Debt to equity*) ne trouvent pas de preneurs. Face à cette situation, les déficits financiers s'accumulent, qu'ils soient publics (déficit public et arriérés intérieurs) ou privés (accumulation des créances jugées douteuses pour les banques) et contribuent à l'assèchement du système bancaire et à la faillite des systèmes financiers officiels.

Outre ses problèmes de liquidité, l'Afrique est confrontée à une crise d'endettement sévère. La dette extérieure du continent était évaluée à 245 milliards de dollars fin 1990 contre 11 milliards de dollars en 1970 (soit une multiplication par 22). Bien que le montant de cette dette soit faible, en valeur absolue comparativement à celle de l'Amérique latine, il ne l'est pas par rapport au PIB (69 % pour l'ensemble de l'Afrique) ou aux

exportations de biens et services (235 % en moyenne en 1989). Avec une charge de la dette difficilement supportable, même en tenant compte des efforts sensibles de réduction des encours et du service de la dette entrepris par les créanciers publics, c'est l'image d'une insolvabilité profonde à moyen et long terme qui se dégage.<sup>2</sup>

Cette crise économique et financière a des conséquences sociales et politiques préoccupantes. On avait observé, au lendemain des indépendances, une amélioration des indicateurs sanitaires et sociaux (espérance de vie, niveau éducatif et couverture sanitaire...), puis une relative stagnation durant la décennie 70. Au cours de la période 1980-89, c'est une dégradation visible et unanimement reconnue des indicateurs sociaux (taux de scolarisation, niveau nutritionnel, chômage déclaré, soins de santé, etc...) que l'on a constatée. À ceci s'ajoute la dégradation des conditions environnementales de l'Afrique : désertification, déforestation, mal-urbanisation qui résultent tant de la pauvreté que de la pression démographique. Par ailleurs, l'État dépérit de manière plus ou moins rapide en fonction des soutiens qu'il peut recevoir de l'extérieur sans pouvoir assurer les fonctions minimales qui lui incombent traditionnellement ainsi que le souligne l'article de A. Niandou Souley.<sup>3</sup>

### III - L'ajustement en difficulté

Les deux tiers des pays africains ont mis en œuvre, au cours de la décennie 80, des programmes de stabilisation et d'ajustement sous l'égide des organismes multilatéraux et avec l'appui des principaux bailleurs de fonds bilatéraux. Ces programmes dont la logique et les moyens d'action sont finalement très proches les uns des autres, reposent sur un effort de libéralisation des secteurs productifs et du commerce extérieur, sur l'assainissement des finances publiques et sur la restructuration de l'économie. Cependant, la rigidité des programmes d'ajustement structurel et l'impact socio-politique des mesures qui les accompagnent ont eu des effets difficilement mesurables, voire controversés. En 1989, 29 pays africains étaient engagés dans des programmes d'ajustement structurel avec le soutien du FMI et de la Banque Mondiale. Selon cette dernière, les pays qui ont appliqué des programmes d'ajustement durables ont connu un taux de croissance du PIB par tête de 0,8 % (1984-1986) tandis que les autres ont accusé un taux de croissance du PIB par habitant de -2,5 % par an, alors que les taux de croissance des deux groupes étaient proches (-4 %) entre 1980 et 1984.<sup>4</sup> En outre, une forte réduction des écarts de revenus entre les villes et les campagnes et entre les revenus urbains aurait été observée.

2. Luc J. GRÉGOIRE, «L'Afrique et les perspectives nouvelles de résolution du problème de la dette». Bordeaux, *Travaux et documents du CEAN* n° 24, 1989, 45p.

3. Voir également P. HUGON, «Les Afriques de l'An 2000. Perspectives économiques». *Afrique Contemporaine*, n° 146, 2<sup>ème</sup> trimestre 1989.

4. Banque Mondiale. Afrique : «de la crise à la croissance durable. Étude de prospective à long terme». Washington, IBRD, 1989, 235p.

En réalité, il importe de différencier les indicateurs de mesures des indicateurs de résultats. Ceux-ci ont été vivement critiqués par la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies qui a montré que les pays ayant adopté des programmes d'ajustement structurel vigoureux ou limités ont connu respectivement des taux de croissance de -1,5 % et de +1,2 % pour la période 1980-1987, alors que les pays ajustés connaissaient une croissance de 3,1 %.<sup>5</sup> Le rapport de la CEA souligne également la décrue sensible de l'investissement intérieur brut, la chute du revenu par habitant (de 750 dollars par tête en 1980 à 640 dollars en 1987), une baisse de contributions budgétaires à l'éducation et à la santé et corrélativement, une baisse du niveau et de la qualité de vie des Africains pris dans leur ensemble.

Au-delà de ce constat pessimiste et global, il convient de rappeler que l'Afrique est plurielle et qu'il existe des évolutions différenciées selon les groupes de pays : intermédiaires ou à faible revenu, producteurs de matières premières agricoles ou minières, exportateurs de pétrole, mettant en œuvre ou non des programmes d'ajustement et des réformes économiques... À cet égard, le Maghreb et l'Afrique australe - Afrique du Sud incluse - constituent des zones de développement relativement élevé avec de forts potentiels. Un pays pétrolier tel que le Nigéria dont le PIB compte pour un tiers dans celui de l'Afrique subsaharienne et dont la population est estimée à 120 millions d'habitants se positionne également dans une catégorie de pays dont les perspectives de développement sont sensiblement meilleures, ou dont la capacité de redressement est plus grande. Pour les pays à faible revenu de l'Afrique du «Centre», les perspectives économiques paraissent plus limitées.

---

5. Commission économique pour l'Afrique : «Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation économique», Addis-Abeba, Nations Unies, 1989, 67p.